

TROISIÈME JOUR DE GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE L'INPED

La rupture entre direction et contestataires est consommée

Au troisième jour de leur grève illimitée, la colère des travailleurs de l'Institut national de la productivité et du développement industriel (INPED) ne s'est pas estompée, mais bien au contraire, elle s'est amplifiée.

«Nous ne sommes pas près de faire marche arrière. Le DG nous a trop brimés. La situation est devenue pour nous trop insupportable», déclare une mère de famille travaillant dans cet établissement de formation. La rupture

entre, d'une part, le DG de l'INPED et son staff et, d'autre part, le personnel de cet institut est irrémédiable.

Cette colère a, par ailleurs, poussé les langues à se délier quant à la gestion des affaires financières de cet établissement

d'expertise et de formation dépendant du ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement.

Les grévistes nous ont cité, à ce propos, plusieurs affaires qu'ils jugent délictueuses, notamment celle relative à l'installation de rideaux à la résidence des stagiaires. Au troisième jour de cet arrêt de travail illimité, une délégation de la tutelle, conduite par le

président du Conseil d'administration s'est présentée devant le collectif en grève.

Les membres de la délégation ont demandé aux travailleurs de reprendre le travail. En contrepartie, la délégation a promis la désignation d'une commission d'enquête qui lancera des investigations sur la gestion de cet institut. Le nict des grévistes est catégorique. «Désignez d'abord un DG intérimaire et prenez l'en-

gagement de l'institution d'une commission d'enquête, et nous reprendrons le travail», rétorquèrent-ils.

Les choses en sont restées à ce stade. Par ailleurs, un fait pour le moins étrange nous a été rapporté par les grévistes, une personne se présentant comme huissier de justice a donné lecture d'une liste de 27 personnes, parmi plus de 220 grévistes, qui, selon ce mystérieux individu,

seraient (les 27 personnes) convoquées par la justice de Boumerdès. Mais cet auxiliaire de justice n'a remis aucune convocation aux concernés et n'a pas non plus précisé le motif de cette convocation judiciaire. En tout cas, les grévistes se disent solidaires et proclament à qui veut bien les entendre que leur protestation est collective et concerne tous les travailleurs de l'INPED.

Abachi L.

APW DE TIZI-OUZOU

Passe d'armes FFS-RCD

Le RCD n'a pas laissé passer l'occasion pour répliquer au FFS qui a décidé de boycotter la plénière de l'APW, dès l'entame des travaux, mardi dernier, et ce, en rendant publique une déclaration très critique à l'endroit du RCD, majoritaire à l'assemblée.

La sortie remarquée et tonitruante du FFS est motivée par des griefs consignés dans une déclaration lue par son chef de groupe et adressée à la majorité de l'APW et à l'administration de wilaya. Tout en revenant sur l'épisode du vote du budget primitif dont l'adoption n'a pas été, selon le FFS,

conforme à la réglementation en vigueur, le même parti reproche à l'APW d'ignorer la situation générale qui prévaut au niveau de la wilaya sur les plans politique, économique et social.

Le FFS, qui se voulait inquiet en raison de la multiplication d'émeutes et de

troubles à l'ordre public, décrit «une situation qui fait peur» et qui ne semble pas, à contrario, perturber la sérénité de l'assemblée qui n'a pas inscrit la question à l'ordre du jour de ses travaux, s'alarme le FFS.

Le lendemain, à la reprise de la session, le RCD commencera par déplorer, à son tour, «la violence sociale entretenue par des forces occultes dont la finalité est de bloquer toute perspective de développement dans la région».

Une situation caractérisée

par des revendications d'ordre socio-économique sur fond de tension qui appelle des mesures urgentes et novatrices que «l'actuelle assemblée s'est attelée à concrétiser», estime le RCD.

Ce dernier n'a pas manqué de rappeler les initiatives prises par ses élus pour endiguer le phénomène de la violence et de l'insécurité, «en alertant les autorités locales et nationales sur le risque sécuritaire et ses implications socio-économiques dans la région»,

lit-on dans la déclaration du RCD qui n'a pas manqué de défendre ses choix des sujets proposés au débat lors de la présente session. Le RCD «propose l'examen de l'épineux problème du foncier industriel, touristique et urbain d'autant plus que la wilaya a hérité de l'improvisation et de la gabegie de la gestion des équipes précédentes», déclare encore le parti de Saïd Sadi qui a fustigé «ceux qui jouent à la vierge effarouchée», à qui il rappelle «l'ampleur de la res-

pensabilité dans la dilapidation du foncier urbain de Tizi-Ouzou (...) les affaires judiciaires liées à la déprédation foncière et des complicités politiques qui sont impliquées». «Les noms qui sont diffusés par Interpol, à ce sujet, nous renseignent sur les parains politiques de ces auteurs», révèle le RCD, qui n'a pas ménagé le FFS, son adversaire de toujours, et dont les inimitiés sont plus que jamais à l'ordre du jour.

S. A. M.

Des fonctionnaires de la Wilaya de la ville des Genêts en grève

Pour boucler une semaine particulièrement éreintante, les autorités de la Wilaya de Tizi-Ouzou devaient compter avec un mouvement de grève déclenché au sein même de la cité administrative, à quelques pas à peine des bureaux du wali et de ses proches collaborateurs.

Après le préavis lancé une dizaine de jours plus tôt, les fonctionnaires en poste à la Direction du commerce de la wilaya de Tizi-Ouzou ont déclenché, hier, une grève à la suite du silence réservé à leurs doléances étalées à travers une plateforme de revendications émise à qui de droit le 6 mars. L'assemblée générale tenue mardi dernier a fina-

lement tranché en faveur du passage aux actes et c'est ainsi qu'hier, un rassemblement improvisé a eu lieu sur place. Cela n'a pas été du goût du chef de cabinet du wali qui, selon des représentants des fonctionnaires, a menacé de recourir à la force publique s'ils ne levaient pas le camp de l'immeuble abritant leurs bureaux de fortune où ils

s'entassaient jusqu'à dix parfois, tellement les locaux de la Direction sont exigus.

Pour résumer leur longue liste de revendications, les fonctionnaires de la Direction du commerce de Tizi-Ouzou rappellent qu'ils se sont mobilisés pour, en premier lieu, une révision urgente et concertée de leur statut. Ils exigent également l'élaboration et l'application dans les meilleurs délais d'un régime indemnitaire digne des missions et prérogatives des agents de commerce. Les 120 fonctionnaires revendiquent, enfin, la réparti-

tion juste et proportionnée du Fonds de revenus complémentaires (FRC), selon le mérite des composantes de leur corporation.

Ainsi, le mouvement de contestation sociale qui secoue Tizi-Ouzou depuis plus d'un mois, a franchi un pas cette semaine avec tous ces sit-in, marches et grèves. Et au rythme où le mécontentement s'aggrave, il y a lieu de s'attendre à ce que les jours qui viennent soient aussi «animés» dans une ville sans cesse sous pression.

M. Azedine

PROJET DE LOI ORGANISANT LA PROFESSION D'AVOCAT

Une pétition contre l'article 49

Le projet de loi organisant la profession d'avocat, actuellement à l'étude au niveau de l'APN, risque de faire couler beaucoup d'encre dans les jours à venir. C'est surtout l'article 49, contre lequel une pétition de 2 500 adhérents a déjà été signée, qui est remis en cause.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Ce sont de jeunes avocats en début de carrière, qui après avoir eu accès à une copie du projet de loi organisant leur profession, soumis actuellement pour étude au niveau de l'APN, qui ont déclenché cette action.

Si, actuellement, et après avoir fait serment l'étudiant licencié en droit est soumis à un stage de 9 mois avant de pouvoir plaider, l'article 49 du

projet de loi en question change tout. D'après K. Smaïl, jeune avocat en début de carrière, qui a pris hier attache avec notre rédaction, «après la mise en vigueur dudit article, le licencié en droit sera soumis après serment à un stage de 2 ans ainsi qu'à sept ans de plaidoirie au niveau de simples tribunaux, avant d'accéder à la cour ou au niveau d'un tribunal administratif, pénal ou militaire».

Selon ce dernier, les initiateurs de ce projet de loi avancent comme argument leur souci de bien préparer les avocats en début de carrière avant qu'ils ne soient agréés auprès des cours.

«C'est totalement faux, au bout de 9 ans, nous aurions oublié tout ce que nous aurions appris à l'université, car c'est la pratique qui nous

permettra de sauvegarder et développer nos connaissances. Nous pensons que les initiateurs de ce projet de loi visent plutôt autre chose», a-t-il conclu.

Selon toujours ce jeune avocat, une pétition ayant déjà recueilli 2 500 signatures est en cours pour demander le retrait de l'article incriminé.

M. M.

ILS DÉCOUVRENT POUR LA PREMIÈRE FOIS UNE RÉDACTION

Les élèves de terminale du lycée Ferhat-Abbas au Soir d'Algérie

Une dizaine d'élèves en classe terminale, branche langues étrangères, du lycée Ferhat-Abbas d'Aïn Taya, à l'est de la capitale, ont rendu visite au *Soir d'Algérie*. Ces futurs universitaires, qui préparent leur bac pour cette année, ont ainsi eu l'occasion de découvrir pour la première fois le fonctionnement de la rédaction d'un quotidien.

Visiblement très enchantés, ces élèves en classe d'examen, accompagnés de leur directrice et leurs enseignantes, n'ont pas hésité à poser toutes les questions qui peuvent effleurer l'esprit d'un lycéen.

Certains d'entre eux ont fait preuve de beaucoup de curiosité. Une qualité indispensable au métier de journaliste.

M. M.



Photo : Samir Sid